

**DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL,
LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA,
À LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA
DEUXIÈME CONFÉRENCE MONDIALE DU CAFÉ**

Salvador (Bahia) le 24 septembre 2005

M. Álvaro Uribe, Président de la Colombie,
M. Paulo Souto, Gouverneur de l'État de Bahia,
M. Néstor Osorio, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café,
Mmes et MM. les ministres de mon gouvernement qui participent à cette manifestation,
M. le Maire João Henrique,
M. le Président de l'Assemblée,
Mmes et MM. les ministres des pays producteurs et consommateurs qui participent à cette manifestation,
Mmes et MM. les députés fédéraux,
Mmes et MM. les députés d'État,
Mmes et MM. les délégués de la deuxième Conférence mondiale du Café,
Mmes et MM. les Ambassadeurs,
Mmes et MM. de la presse,

Je répondrai à l'invitation du Président Uribe à la fin de mon intervention.

C'est un plaisir double d'être dans cette belle cité historique de Salvador et d'accueillir le monde du café à la deuxième Conférence mondiale du Café parrainée par le Brésil en collaboration avec l'Organisation internationale du Café.

La présence de Chefs d'États, de ministres, de représentants de gouvernements, de la politique, de l'industrie, de l'agriculture et de l'université confirme la pertinence économique et l'importance stratégique de cette conférence extraordinaire.

Je dois avouer que le sujet du café ne m'intéresse pas uniquement en qualité de Chef d'État. Je suis un amateur fervent de cette boisson réconfortante qui fait partie de la culture brésilienne et est le symbole de l'hospitalité et de la cordialité du peuple brésilien.

Tout le monde sait qu'il n'y a pas un seul foyer, aussi pauvre soit-il, un seul brésilien ou une seule brésilienne qui n'offre pas un "*cafezinho*", quelle que soit l'heure de la visite, tôt le matin ou tard le soir. Le "*cafezinho*" est au Brésil ce que la cérémonie du thé est au Japon.

Il n'est pas exagéré de dire que le Brésil ne se réveille que lorsque l'arôme du café envahit ses foyers et stimule les sens de ses habitants. Une tasse de café termine les repas les plus modestes comme les festins les plus raffinés ; elle scelle les amitiés, célèbre les réunions, restaure la vitalité du corps et tempère nos émotions.

Ce n'est pas par hasard que nous sommes le premier producteur du monde et que nous sommes en voie de prendre la place des États-Unis de premier consommateur du monde.

Au nom du café, du *Senhor do Bonfim* qui est le saint patron de cette ville, et du peuple brésilien, je vous souhaite à tous la bienvenue, que vous veniez des autres États du Brésil ou, surtout, que vous ayez traversé des océans pour assister à cette réunion.

Je suis convaincu que j'exprime également les sentiments du Gouvernement de Bahia et de la Municipalité de Salvador, qui ont tout fait pour que cette ville vous réserve l'accueil qu'elle accorde à ses plus illustres hôtes.

Mesdames et Messieurs,

Il s'agit d'un moment stratégique pour parler de l'avenir de la boisson la plus populaire du monde. Nous cherchons à mieux aligner l'offre et la demande afin d'entamer un cycle de reprise des prix. Mais nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Le déséquilibre structurel du marché se poursuit depuis près d'un siècle. Une nouvelle dynamique favorable aux producteurs ne sera créée que lorsque les déséquilibres internes d'un secteur qui représente plus de 90 milliards de dollars EU par an seront corrigés.

En termes de commerce international, le café est le deuxième produit de base le plus important, après le pétrole. Mais il existe une grande différence entre le café et le pétrole : la production du café est assurée par de nombreux petits producteurs concentrés dans des économies qui luttent pour leur droit au développement.

Soixante-dix pour cent du café récolté dans le monde est cultivé dans des exploitations de moins de 10 hectares. Ces exploitations sont réparties dans plus de 60 pays et occupent plus de 25 millions de personnes dans la zone tropicale et sous-tropicale du globe. En d'autres termes, la production est concentrée dans des régions où le 21^e siècle verra le succès ou l'échec de la lutte contre la faim et la pauvreté.

La réorganisation du marché international du café est donc beaucoup plus qu'un défi pour la production : c'est un épisode de la lutte pour un commerce mondial plus juste. Pour de nombreux pays représentés ici, la réorganisation de ce marché pourrait signifier la différence entre dignité et misère pour une bonne partie de leur population.

En Ouganda, selon la Banque mondiale, le café est la principale source de subsistance pour plus de 25% de la population ; en Éthiopie, il représente 54% des recettes d'exportation totales ; au Rwanda, 31% de recettes en devises ; en Inde, il emploie 3 millions de personnes ; au Mexique, il mobilise 280 000 des familles les plus pauvres des États du Chiapas, de Vera Cruz et de Puebla ; en Colombie, les zones caféières les plus prospères sont également les plus vulnérables aux conflits violents.

Les dirigeants des organes représentant les familles d'exploitants de beaucoup de ces pays seront à Salvador cette semaine pour une manifestation parallèle à laquelle participe la Confédération nationale des travailleurs agricoles, qui représente nos familles d'exploitants. Ces petits producteurs qui subviennent aux besoins de leurs familles en cultivant du café, représentent 54% de notre production de café.

Au Brésil, la chaîne du café assure des recettes nationales d'un montant total de 2 milliards de dollars EU et emploie 8,4 millions de personnes. Notre verger caféicole couvre une superficie de 2 700 000 hectares et mobilise 300 000 producteurs dans 1 900 municipalités et 14 États de la Fédération.

Quelle que soit leur taille, ces exploitations n'ont pas manqué du soutien de notre gouvernement. Notre politique caféicole nationale a déjà engagé 1,25 milliard de reals brésiliens pour financer les coûts de production et la commercialisation du café en 2005. Ce soutien financier sera maintenu en 2006 pour que les producteurs ne soient pas à la merci d'évènements imprévus et des fluctuations du marché et qu'ils puissent négocier leur produit aux prix les plus équitables.

Mesdames et Messieurs,

Le marché n'assurant pas tous les ans une rémunération adéquate de ce vaste flux de café, un mécanisme silencieux se met en mouvement dans diverses parties du monde et asphyxie des millions de personnes dans la pauvreté et l'inégalité.

Migrations, surpopulation urbaine, faim et éclatement de la cellule familiale sont les conséquences de l'appropriation inégale des bénéfices de la chaîne de l'un des produits les plus rentables du marché alimentaire mondial. Le défi que nous devons relever à cette Conférence est, selon moi, de canaliser l'immense énergie de la chaîne du café au bénéfice de la société créée par le café.

Nous devons nous fixer comme objectif un futur durable et dépasser le stade de la prochaine floraison qui accueille les premières pluies avec l'arôme délicat des caféiers en fleur, pour contempler des temps de grandes transformations sociales. De même que la caféiculture, une politique caféicole doit s'appuyer sur une stabilité à long terme. Mais nous savons que les solutions durables ne peuvent réussir que si toutes les composantes d'un secteur se renforcent simultanément, ce qui n'est pas actuellement le cas.

Il y a dix ans, les pays producteurs percevaient un tiers des revenus générés par le commerce mondial du café, soit quelque 10 milliards de dollars d'un marché total de 30 milliards de dollars EU environ. Aujourd'hui, cette part est tombée à moins de 9 milliards de dollars EU dans un marché de 90 milliards de dollars EU par an.

Pendant cette période, les caféiculteurs ont subi la chute de revenu la plus importante par rapport aux producteurs d'autres produits de base. Il est indubitable que ce déséquilibre a aggravé les inégalités entre les pays.

L'avertissement vient du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui voit dans cette chute des prix payés aux producteurs une grave difficulté et un obstacle aux objectifs du Millénaire pour le développement. La course effrénée générale vers la même porte de sortie a été à l'origine d'une augmentation irréfléchie de l'offre au cours des dernières décennies, qui n'a pas répondu de façon appropriée à l'effondrement des clauses économiques de l'Accord international sur le Café, qui a dérégulé le marché à partir de 1989. Aujourd'hui, les producteurs perçoivent moins de 1% du prix d'une tasse de café dans les grands pays consommateurs.

Mes amis,

Entre l'échec des marchés régulés et la concurrence aveugle et autodestructrice de ces dernières années, il n'existe pas de solution facile. Mais la quête de réponses passe par une question inévitable : où vont les bénéfices du café ?

L'explication tient, en partie, dans le piège de l'inégalité des échanges que les pays pauvres connaissent depuis la colonisation. Il existe encore aujourd'hui un désaccord profond entre les règles qui régissent le commerce mondial du 21^e siècle et la nécessité d'une émancipation économique et politique de la majorité des pays en développement, dont beaucoup sont économiquement tributaires du café.

Le caféiculteur gagne peu alors que les transformateurs engrangent des bénéfices considérables. Et les droits de douane empêchent les producteurs de bénéficier à égalité des conditions du marché final du produit torréfié, moulu et soluble, vendu dans les pays riches.

Ce problème ne trouvera pas de solution durable tant qu'un nouvel équilibre des intérêts divers de la chaîne du café ne sera pas trouvé. Nous devons élaborer les bases politiques d'une distribution plus équitable des bénéfices, d'une coordination de l'offre et de la demande et d'une promotion sociale et technologique des exploitants pour assurer une meilleure qualité du produit et de la vie des producteurs.

La logique de déréglementation unilatérale ne convient pas à cet objectif. Ceux qui se réfèrent au "libre-échange" devraient également parler du "démantèlement des obstacles au commerce et des subventions à coups de millions" et lutter pour mettre fin aux graves déséquilibres financiers.

Au Brésil, comme dans de nombreux autres pays je pense, la caféiculture a une valeur pédagogique. Elle nous aide à comprendre notre passé et contient des enseignements pour les conquêtes de notre présent.

À mon avis, le moment est venu. Et cette Conférence est une occasion unique pour faire du café une composante de notre avenir. L'avenir, comme nous l'entendons, ne sera l'avenir que s'il est meilleur pour tous et pas seulement le refuge des privilèges du passé.

À tous ceux qui sont venus de loin, je souhaite de nouveau la bienvenue. Je suis convaincu qu'à Bahia vous trouverez cet indispensable *cafezinho* brésilien qui stimulera vos travaux et couronnera les résultats de cette Conférence.

Je vous remercie.

Comme je l'ai indiqué précédemment, le Président Uribe m'a ici même invité à me rendre en Colombie et j'accepte, ici même, son invitation sans pouvoir lui préciser à quelle date je serai en mesure de me rendre en Colombie. Je tiens à assurer le Président Uribe que je veux me rendre en Colombie cette année, au plus tard début décembre. Je me suis déjà rendu trois fois en Colombie mais chaque fois brièvement, dont une fois à Cartagena pour une conférence sur le café, mais je veux me rendre en Colombie pour une raison simple que je souhaite expliquer en public.

Comme vous le savez, le café est un produit des pays pauvres ; seuls les pays tropicaux en produisent. Dans la plupart des cas, ces pays sont dans une situation similaire à celle du Brésil, voire plus pauvres que le Brésil. Dans certains pays, le café est la principale source d'exportation et d'emploi. En même temps, les consommateurs sont nos frères les plus riches – l'Europe, les États-Unis et le Japon pour n'en citer que quelques uns.

Le problème que nous devons prendre en considération est qu'en Amérique du Sud, en Amérique latine, il existe des petits producteurs de café, de même qu'en Afrique et dans certaines parties d'Asie, comme l'Inde, et je tiens à souligner que beaucoup de choses dépendent de notre force politique et de notre niveau d'organisation.

Considérons le fait que lorsque nous exportons un sac de café de 60 kg, nous percevons quelques dollars pour notre balance commerciale mais que lorsque nous importons une puce électronique, aussi petite soit-elle, nous déboursions beaucoup plus de dollars que nous en avons reçus pour ce sac de café. Et ce pour une raison très simple : les pays riches sont mieux organisés et fixent les règles du commerce international pour, chaque fois que cela est possible, en être les bénéficiaires.

Je ne formule pas de critique. Cela fait partie de la logique des négociations pour le monde du travail, de l'agriculture et du commerce : les plus forts et les plus puissants économiquement exerceront toujours des pressions pour gagner un peu plus. Mais je pense que le moment est venu pour les pays producteurs de présenter leurs revendications, pour ne pas dire leurs griefs.

En premier lieu, nous devons valoriser nos produits ; nous ne pouvons pas être uniquement exportateurs de café en grain, en d'autres termes nous devons apprendre à valoriser nos produits.

Deuxièmement, nous devons mettre en place dans la chaîne de production des accords qui nous permettront de demander une part plus équitable du produit final pour chaque maillon concerné. Il n'est pas juste que des pays qui ne produisent pas un seul grain de café gagnent beaucoup plus d'argent grâce au café que les pays qui en produisent.

Cette situation est due, en partie, au fait que pendant de nombreuses années nous avons été passifs. À de nombreuses reprises, chaque pays et chaque producteur a tenté d'agir seul alors que dans notre monde globalisé où il n'y a plus de place pour les actions individuelles, il n'y aura plus de place pour rien si nous ne créons pas entre nous les conditions objectives d'une valorisation de notre produit. En d'autres termes, nous ne sommes plus des colonies, nous n'avons plus à envoyer nos produits aux pays qui nous ont colonisés. Nous vivons dans un monde libre où le libre jeu des forces du marché fait l'objet d'un culte. C'est à nous de créer les conditions de la valorisation de notre produit. Je me dois de le dire à tous les producteurs présents.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'être les victimes d'une légère augmentation de notre production. Nous ne le pouvons pas ... Les pays consommateurs doivent comprendre qu'il est nécessaire de s'asseoir autour d'une table et d'engager des négociations sur un partage des prix, de façon que celui qui transforme le café puisse gagner de l'argent et que celui qui creuse la terre et plante les caféiers gagne également de l'argent pour survivre.

Les pays riches ont déjà acquis cette logique et l'ont mise en pratique dans leurs activités quotidiennes. Le Président Uribe et moi comptons beaucoup d'amis parmi les présidents des pays les plus importants du monde – et nous sommes de bons amis – mais lorsque nous parlons de prix agricoles, il n'y a plus d'amitié. Car l'important c'est la défense des intérêts nationaux du pays. L'important c'est la défense des intérêts politiques du pays. L'important c'est la défense des intérêts des agriculteurs du pays.

Pourquoi n'agissons-nous de même ? Cela ne tient qu'à nous. Je ne prétends pas que cela sera facile, car tous ceux qui participent aux négociations internationales de l'Organisation mondiale du commerce savent combien il est difficile de négocier un avantage, aussi faible soit-il. Cela est difficile car nous ne sommes pas unis. Cela est difficile car souvent nous votons pour nos rivaux commerciaux. Cela est difficile car nous pensons tous que celui qui cède au bon plaisir du roi sera récompensé mais cela n'a plus cours plus dans notre monde globalisé. Nous devons veiller à négocier à un prix équitable ce que nous offrons : nous avons des conditions favorables pour la caféiculture et nous sommes les principaux producteurs de café – les principaux producteurs sont tous représentés ici – et nous devons assurer que les autres respectent au moins la dignité de ceux qui travaillent jour et nuit pour cultiver et récolter du café.

Je tiens à remercier le Président Uribe pour ses paroles aimables et à lui dire que, si Dieu le veut, nous réaliserons un rêve. Premièrement, l'intégration de l'Amérique du Sud. Et je dois organiser une réunion avec de nombreux industriels brésiliens et colombiens pour que les industriels de nos deux pays puissent se réunir et discuter dans le cadre de partenariats.

Surtout, M. le Président, je souhaite examiner avec vous la question des biocarburants. En effet, je pense que dans un avenir proche les biocarburants seront pour les pays pauvres ce que le pétrole est aujourd'hui pour le Moyen-Orient et l'alcool pour le Brésil. Je pense que les biocarburants peuvent représenter une possibilité pour le développement des pays les plus pauvres, particulièrement les pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Vous pouvez donc être assuré de ma visite à Bogotá cette année.

Mes meilleurs vœux et bonne chance.